

NON au blocus contre Cuba : un message du monde aux États-Unis



Le message est clair et net. Le monde condamne le blocus économique, commercial et financier génocidaire imposé à Cuba par les États-Unis il y a près de six décennies et qui constitue le principal obstacle à son développement socioéconomique.

L'ONU a été le théâtre ce mercredi d'un nouveau rejet de cette mesure génocidaire qui, d'avril 2019 à décembre 2020, a provoqué des pertes de 9,157 milliards de dollars aux prix courants. Les dégâts sont de 436 millions de dollars par mois.

Cent quatre-vingt-quatre nations ont voté en faveur du projet de résolution présenté par Cuba sur la nécessité de mettre fin à cette politique hostile, qui s'est intensifiée en temps de pandémie, entravant ainsi, la lutte du pays contre le COVID 19 et mettant en danger la vie des Cubains.

C'est la vingt-neuvième fois que l'Assemblée générale de l'ONU se prononce contre le blocus et exprime son soutien à la juste lutte de la nation caribéenne en faveur de son développement et à son droit de choisir souverainement la voie à suivre.

Une nouvelle et forte victoire de Cuba qui a été précédée par des journées massives de protestations à travers le monde, y compris sur le territoire américain, contre le génocide et la politique immorale qui provoque des pénuries et des souffrances aux familles cubaines.

Les États-Unis ont une fois de plus donné la note discordante avec leur vote négatif sur le projet de résolution cubain et une intervention insipide, avec les mêmes vieux et faux arguments. Israël, son partenaire inconditionnel, a été le seul pays à voter à leurs côtés.

La plus grande des Antilles a dénoncé avec force le caractère génocidaire du blocus. Dans son intervention, le ministre cubain des Affaires Étrangères, Bruno Rodriguez, a souligné que les États-Unis ont assumé le virus comme un allié de leur guerre non conventionnelle.

Il a rappelé que l'administration de l'ancien président Donald Trump avait mis en œuvre 243 mesures coercitives unilatérales, dont beaucoup étaient propres à la guerre.

Mesures, a souligné le chef de la diplomatie cubaine, qui restent en vigueur et façonnent la conduite du gouvernement actuel, au moment où Cuba fait face à une complexité accrue de son scénario sanitaire en raison de l'augmentation du nombre de personnes infectées et tuées par le COVID 19.

La dénonciation cubaine a été accompagnée par les peuples du monde entier. Les Caraïbes, cette région qui, dès les années 70 du siècle dernier, a courageusement défié les États-Unis et établi des relations avec Cuba, ont réaffirmé leur soutien à la juste lutte du peuple contre le siège économique.

Il précise que l'intervention du Venezuela a qualifié le blocus nord-américain d'une cruauté calculée qui cherche à provoquer de la douleur dans la société civile et est donc un crime contre l'humanité.

Le Mexique a été clair lorsqu'il a affirmé que toute mesure unilatérale conçue comme une pression politique est contraire aux principes de la Charte des Nations unies et porte atteinte à la paix et à la sécurité internationale.

Dans leurs interventions, des représentants d'Amérique latine, d'Europe, d'Asie et d'Afrique et d'organismes régionaux tels que le Mouvement des pays non alignés, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et le Groupe des 77 plus la Chine ont condamné la guerre économique de Washington contre La Havane qui a un caractère nettement extraterritorial.

Les orateurs ont de nouveau évoqué la position de solidarité de l'archipel cubain, malgré les limites imposées par la mesure unilatérale. Une attitude qui a fait la différence dans l'urgence sanitaire que vit le monde et qui a permis de sauver de nombreuses vies dans différentes nations.

Ils ont également souligné l'effort de la plus grande des Antilles qui a permis aujourd'hui d'avoir cinq candidats vaccinaux, dont l'un, Abdala, a une efficacité de plus de 92%.

Le blocus imposé par les États-Unis au peuple cubain est injustifiable et constitue le système de sanctions le plus cruel et le plus long de l'histoire. Il porte atteinte aux droits de l'homme de plus de 11 millions de citoyens et il est condamné à une majorité écrasante par la communauté internationale depuis 1992.

C'est pourquoi il est inacceptable que les États-Unis ignorent année après année la condamnation du monde contre le siège économique imposé à Cuba, qui a vigoureusement réclamé devant l'Assemblée générale de l'ONU son droit de vivre en paix, de vivre sans blocus.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/261703-non-au-blocus-contre-cuba-un-message-du-monde-aux-etats-unis>



Radio Habana Cuba